



Union Interparlementaire

Pour la démocratie. Pour tous.

Chemin du Pommier 5
Case postale 330
1218 Le Grand-Saconnex
Genève – Suisse
www.ipu.org

Seul le texte prononcé fait foi

Discours du Président de l'UIP, M. Saber Chowdhury

Séance inaugurale de la Réunion parlementaire organisée à l'occasion de la COP20/CMP10

Lima (Pérou), 8 décembre 2014

Madame la Présidente du Congrès de la République du Pérou,
Madame la Secrétaire exécutive de la Convention-Cadre des Nations Unies sur les
changements climatiques,
Monsieur le Ministre de l'Environnement du Pérou,
Monsieur le Président du Groupe de l'Amérique latine et des Caraïbes de l'UIP,
Collègues parlementaires,
Mesdames, Messieurs,

Nous avons la grande chance de nous réunir ici ce matin dans ce magnifique
"Palacio Legislativo" situé en plein cœur historique de la ville de Lima. Je
commencerai donc par remercier chaleureusement nos hôtes péruviens. C'est un
grand privilège de bénéficier de l'hospitalité du peuple péruvien.

Je souhaite exprimer ma profonde gratitude à la Présidente du Congrès, Mme Ana
María Solórzano Flores et, par son entremise, à tous nos collègues parlementaires
ainsi qu'au personnel du Parlement qui ont travaillé sans relâche à préparer cet
événement. *Gracias por hacernos sentir como en casa... O mejor aún.*

Il y a quelques semaines, à l'ouverture du Sommet sur le climat à New York, le
Secrétaire général de l'ONU a déclaré : "Le coût humain, environnemental et
financier des changements climatiques est en train de devenir insupportable. [...]
Pour affronter cette tempête, il faut que tout le monde monte sur le pont". Le
changement climatique est en effet le défi majeur du monde actuel.

Nous, parlementaires des quatre coins de la planète, avons laissé toutes nos
affaires en suspens pour venir à Lima. Pendant deux semaines, cette ville est la
capitale de la diplomatie climatique internationale.

Nous avons la chance d'avoir parmi nous deux personnalités dont le rôle dans les
négociations est absolument crucial. Mme Figueres, Secrétaire exécutive de la
CCNUCC, et M. Pulgar-Vidal, Président de la COP20/CMP10 et Ministre de
l'Environnement du Pérou, portent en effet sur leurs épaules une large part de la
responsabilité du résultat de la session de Lima. Et c'est une lourde charge car ce
résultat sera déterminant pour notre avenir. Espérons que celui-ci soit conforme à ce
que nous voulons et à ce que nous méritons.

Je souhaite leur dire à tous deux combien nous apprécions que, malgré les nombreuses obligations qui sont les leurs dans le cadre de la Conférence des Nations Unies, ils aient accepté de venir aujourd'hui rencontrer les parlementaires réunis par l'UIP pour dialoguer sur les changements climatiques.

L'UIP est une organisation unique en son genre qui célèbre en 2014 son 125^{ème} anniversaire. Elle compte parmi ses membres 166 parlements qui comprennent 43 500 parlementaires, lesquels représentent 6,5 milliards de personnes.

A l'UIP, nous sommes absolument convaincus que les législateurs doivent assumer leur part de responsabilité dans la gestion des changements climatiques.

Il est de notre devoir d'adopter et d'amender des lois, de voter les budgets nationaux et d'obliger les gouvernements à rendre des comptes. S'ils ne sont pas transposés dans la législation nationale et si l'application de celle-ci n'est pas correctement supervisée, les accords internationaux sur les changements climatiques ne seront ni crédibles ni efficaces.

Du point de vue de l'UIP, des mesures audacieuses s'imposent et il faut viser des objectifs ambitieux qui devront être dûment atteints si nous voulons réduire les émissions, améliorer la résilience climatique et mobiliser la volonté politique nécessaire pour éviter des conséquences désastreuses à grande échelle.

2015 sera une année très importante du côté de l'ONU, avec le nouveau Cadre d'action de Hyogo et la mise en place des Objectifs de développement durable qui prendront la suite des OMD. Il sera important pour le développement durable et le programme de développement pour l'après-2015 de veiller à ce que l'accord sur les changements climatiques et ces accords se renforcent mutuellement.

Ma première expérience du processus de la COP date de Copenhague et, à l'époque, une Réunion parlementaire similaire à celle d'aujourd'hui avait été organisée au Parlement danois. Les attentes étaient grandes, la dynamique semblait lancée; pourtant la Conférence s'est terminée dans la confusion et nous n'avons pas réussi à nous accorder sur un nouveau protocole après celui de Kyoto conclu à la COP3, en 1997. Ici à Lima, la COP20 marque plus de vingt ans de négociations mondiales sur le problème des changements climatiques anthropiques. Il faut absolument que nous sortions de l'impasse.

Pendant les vingt années de ce processus international, les émissions ont encore augmenté et la menace de changements climatiques incontrôlés est plus réelle que jamais.

Madame la Secrétaire exécutive a elle-même déclaré que Lima serait un test décisif pour l'engagement et l'ambition des Parties. Les attentes sont élevées, et les enjeux le sont encore davantage.

La CCNUCC doit passer ce test avec succès. Nous n'avons après tout qu'une seule planète et donc aucune possibilité de plan B. Tandis qu'un accord se profile pour la COP21 qui se tiendra à Paris l'année prochaine, nous avons des raisons d'être optimistes.

D'abord la feuille de route établie par le Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat s'appuie sur des bases scientifiques fortes qui requièrent une réduction des émissions de 40 à 70 pour cent par rapport aux niveaux de 2010 sur les quarante prochaines années – avec un objectif de zéro d'ici la fin du siècle. C'est l'avertissement le plus ferme émis par les scientifiques à propos du changement climatique.

Ensuite, je perçois un changement dans l'approche stratégique des négociations : nous n'essayons plus de tout traiter en bloc dans une logique du tout ou rien qui a conduit à l'échec en raison de l'impossibilité de se mettre d'accord sur tout malgré les négociations de haut niveau.

Enfin, les Etats-Unis et la Chine ont pris des positions positives vis-à-vis du changement climatique, comme l'a montré la récente déclaration conjointe du Président Xi et du Président Obama. Le blocage entre ces deux pays, qui a joué un rôle important dans l'échec passé des négociations, semble maintenant de l'histoire ancienne.

Ceci dit, il convient de rester prudent – alors que tous les pays se sont engagés à réduire les émissions de gaz à effet de serre, nous nous trouvons toujours face à la perspective d'une élévation de quatre degrés Celsius de la température, soit bien plus que le degré et demi déjà considéré inquiétant par beaucoup.

Les promesses de financement du Fonds vert pour le climat ont dépassé 9 milliards de dollars américains, ce qui est en soi une bonne nouvelle, mais nous sommes nettement en deçà de l'objectif visé de 100 milliards de dollars par an d'ici 2020.

La manière dont les fonds dégagés par les pays développés sont affectés à des mesures d'atténuation et d'adaptation dans les pays en développement est aussi un point important. Pour le moment, la répartition est de 9 contre 1 en faveur de l'atténuation dans les grands pays en développement tels que la Chine, l'Inde, le Brésil et l'Indonésie.

Les PMD et les pays vulnérables rechercheront un meilleur équilibre entre atténuation et adaptation, cette dernière concernant principalement les pays en développement les plus pauvres et les plus vulnérables.

La confiance entre les Parties et une forte volonté politique manifestée par des objectifs ambitieux sont des facteurs essentiels dont dépend le succès de ce complexe marathon de négociation. Les Chefs de gouvernement doivent en particulier se montrer à la hauteur du défi et se projeter bien au-delà de leurs mandats actuels pour prendre des mesures qui soient bonnes et justes pour demain et après-demain.

Notre intention, et notre objectif, est d'utiliser le levier constitutionnel dont disposent les institutions parlementaires et nous-mêmes en tant que représentants mandatés des citoyens, pour influencer, modeler et nourrir cet accord avant qu'il n'arrive dans nos parlements pour ratification.

En tant que parlementaires, nous voulons qu'un accord universel, constructif et juridiquement contraignant émerge des négociations de la CCNUCC. Avec d'autres parties prenantes, nous continuons d'insister sur la nature contraignante – aux plans juridique, pratique et politique – du nouvel accord sur le climat.

Les dirigeants politiques et les décisionnaires, parlementaires compris, doivent agir de manière décisive et agir tout de suite. Si nous ne le faisons pas, nous aurons manqué à notre devoir vis-à-vis des générations futures et de notre planète, la seule que nous ayons.

Nous avons une dernière chance de maintenir le réchauffement climatique dans la limite de +2°C, à condition d'agir rapidement. Ne pas réussir à prévoir reviendrait à prévoir de ne pas réussir.

Nous exhortons les négociateurs des gouvernements à déterminer ici, à Lima, les éléments essentiels qui constitueront la base de l'accord. Tous les aspects doivent être traités de manière équilibrée : atténuation, adaptation, financement, tarification du carbone, transfert de technologie, renforcement des capacités, transparence de l'action, entre autres. Il est en outre nécessaire d'identifier une série d'outils utilisables à différentes échelles et à différents niveaux, aux plans international, régional, national comme infranational.

Les mesures de lutte contre les changements climatiques ont un coût mais, au vu des bénéfices de l'action et du coût de l'inaction, le rapport bénéfice/coût est écrasant et prouvé empiriquement.

Nous aurons aujourd'hui de nombreuses occasions de discuter de ces points et d'autres encore au cours des délibérations, l'ordre du jour de la Réunion étant riche et varié.

Dans quelques minutes, M. Pulgar-Vidal, Président de la COP20/CMP10 et Ministre de l'Environnement du Pérou, nous informera de l'état d'avancement des discussions intergouvernementales qui se déroulent à quelques kilomètres d'ici et il nous fera aussi part de ses attentes.

Nous aurons ensuite une réunion-débat sur la question des inégalités, anciennes et nouvelles, liées aux processus climatiques. Si la planète tout entière est concernée par les conséquences des changements climatiques, les pays, régions, secteurs industriels, infrastructures et groupes de population n'y sont pas tous exposés de la même façon. Il est clair que certains sont plus vulnérables que d'autres.

Il s'agit d'une question très sensible à étudier à la lumière des responsabilités historiques, des situations nationales, des réalités géopolitiques et des impératifs de sécurité. Elle est hautement politique et donc particulièrement pertinente pour un public de parlementaires.

Cet après-midi, nous commencerons par une présentation des conclusions du cinquième Rapport d'évaluation du Groupe intergouvernemental sur l'évolution du climat. Comme vous le savez, ce rapport, qui vient juste d'être publié, compte plus de 5 000 pages d'analyse portant sur le phénomène scientifique et les répercussions des changements climatiques ainsi que sur les mesures à prendre. Nous avons invité des spécialistes de l'Organisation météorologique mondiale à nous présenter un résumé des conclusions du rapport afin que nous puissions agir en toute connaissance de cause.

La dernière réunion-débat portera sur les possibilités d'action concertée entre parlementaires, gouvernements infranationaux et autorités locales pour apporter des réponses réglementaires adaptées au défi des changements climatiques. Avec nos partenaires de l'ICLEI-Local Governments for Sustainability, nous souhaitons explorer les possibilités de mobilisation de nouvelles coalitions pour accélérer l'action relative au climat.

Notre progression dans cette direction fait, de mon point de vue, partie intégrante du Plan d'action parlementaire sur les changements climatiques – initiative que je voudrais voir menée par l'UIP dans un but de renforcement du travail de sensibilisation au changement climatique. Il est grand temps que les parlements et leur organisation mondiale, l'UIP, dynamisent leur apport politique, leur participation, leur suivi législatif et leur contrôle dans le domaine du climat.

A l'issue de nos délibérations, j'espère que nous parviendrons à un consensus sur le document final dont le projet a été préparé par M. Sergio Tejada, membre du Parlement péruvien.

Le texte proposé exprime un message clair et concis adressé par les parlementaires aux négociateurs des gouvernements. Il constitue aussi une base sur laquelle nous pourrions travailler une fois de retour dans nos parlements respectifs.

Lorsque nous nous verrons à Paris l'année prochaine, j'espère que chacun d'entre nous sera en mesure de présenter les mesures politiques et normatives prises dans les parlements pour encourager un développement écoénergétique et sobre en carbone et des sociétés résilientes au changement climatique.

J'espère sincèrement que nos débats seront francs, productifs et denses, dans la véritable tradition parlementaire.

Sur ce, j'ai le grand plaisir de donner la parole à la Secrétaire exécutive de la CCNUCC, Mme Christiana Figueres.

Je vous remercie une fois encore de votre présence ici aujourd'hui et vous souhaite d'excellentes délibérations. Je compte sur votre soutien et votre engagement actif sur les douze prochains mois pendant lesquels l'UIP affirmera son leadership et renforcera son action dans cet important débat.